



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS DÉNONCE L'INSTALLATION DE CAMÉRAS DE SURVEILLANCE DANS LE QUARTIER LATIN.

Le 5 juin 2004, Montréal. Lors d'un rassemblement public, sur la Place Émilie-Gamelin, samedi le 5 juin à 16 :30 heures, la Ligue des droits et libertés dénoncera l'installation récente de caméras de surveillance policière dans le Quartier latin à Montréal, plaçant ainsi sous surveillance continue toutes les personnes qui circulent dans ce quartier.

Selon la Ligue des droits et libertés, ces caméras de surveillance sont une atteinte au droit fondamental à la vie privée, qui inclut le droit à l'anonymat, et à la liberté. Or, le Service de police de la Ville de Montréal n'a produit aucune étude démontrant qu'il avait épuisé tous les autres moyens et examiné des alternatives moins intrusives que son projet Robot-Cam, qui a été approuvé par le Conseil d'arrondissement Ville-Marie de la Ville de Montréal sans examen sérieux.

De plus, selon la Ligue des droits et libertés, ce projet pilote ne rencontre pas les règles minimales proposées par la Commission d'accès à l'information pour les caméras de surveillance dans les lieux publics.

En Grande Bretagne plus d'un million et demie de caméras de surveillances ont été installées sur la voie publique. D'après certains estimés, un Londonien est observé à 300 reprises dans le cours d'une journée. Néanmoins les crimes commis sur la voie publique continuent d'augmenter en Grande Bretagne. Nous refusons de troquer notre droit à la vie privée pour une illusion de sécurité.

Ce projet s'inscrit dans le développement d'un courant d'intolérance à l'endroit des marginaux qui vivent dans la rue. La mise en place de ces caméras de surveillance coïncide en effet avec une augmentation de la discrimination et de la répression à l'endroit des itinérants et des prostituées. Le Service de police a ainsi indiqué qu'il faisait de la lutte aux « incivilités » une priorité à l'approche de l'été.

« Encore une fois la dérive sécuritaire impose un modèle de contrôle social et de répression des personnes en situation précaire plutôt que de s'attaquer plus fermement aux causes de l'exclusion et de la souffrance sociale. Nous allons continuer d'agir pour combattre cette dérive » a déclaré la présidente de la Ligue des droits et libertés, Nicole Filion,

- 30 -

Pour tout renseignement:
Kim De Baene
Conseillère aux communications
Ligue des droits et libertés
Téléphone : 514-849-7717 / 514-825-6136
Télécopieur. : 514-849-6717
Courriel : communication@liguedesdroits.ca